

La remise en marche du Nouveau-Brunswick de l'après-pandémie doit inclure les universités publiques

La Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick (FAPPUNB) salue le travail effectué par le gouvernement du Nouveau-Brunswick dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Ensuite, nous soulignons les efforts faits par les universités, les membres du corps professoral et le personnel administratif pour garantir la formation étudiante. Enfin, nous tenons à saluer aussi les étudiantes et étudiants pour leur ténacité, courage et résilience à poursuivre leurs objectifs d'études dans les conditions difficiles actuelles. C'est ensemble et solidaires les uns des autres que nous arriverons à garantir le succès de notre province face aux affres de cette pandémie.

Afin de nous assurer que cette solidarité et cette bonne volonté continuent, la FAPPUNB désire apporter « sa pierre à l'édifice » de la réflexion, en abordant ici trois sujets d'importance capitale pour la garantie du succès de notre relance provinciale post-pandémie.

Les universités publiques font partie de la solution dans la relance des activités au Nouveau-Brunswick

Le développement social, humain et économique du Nouveau-Brunswick repose en grande partie sur les connaissances issues de l'éducation et de la recherche universitaire. Prendre les meilleures décisions pour notre avenir collectif et développer des innovations structurantes nécessitent un soutien constant et conséquent de la part de l'État. Des investissements importants et récurrents dans les programmes de recherche fondamentale sont absolument nécessaires pour y parvenir. Les universités publiques et la mission qu'elles accomplissent ne sont donc pas un besoin marginal; elles sont un bien public, composantes essentielles d'une société moderne, libre et démocratique, et le moteur d'une économie forte et résiliente, surtout en temps de crise majeure.

La position habituelle de repli du gouvernement du Nouveau-Brunswick consistant à faire plus avec moins n'est plus tenable. Il faudra donc éviter de voir la pandémie nous mener vers un « état d'exception », tel que décrit par le philosophe italien Giorgio Agamben, et s'en servir comme prétexte pour imposer des mesures drastiques d'austérité, ou autre disposition de cet ordre, de manière unilatérale et expéditive.

Une des plus importantes leçons de cette crise est que nul n'est isolé et épargné des misères des autres autour de soi. Notre société sera aussi forte que le seront ses composantes les plus faibles, et donc seules la solidarité et la prospérité partagées sont garantes du bonheur collectif et individuel. Nous rappelons ici le sort malheureux qui pourrait être fait aux étudiantes et étudiants internationaux qui, pour l'instant, semblent avoir été oubliés dans le contexte des programmes gouvernementaux d'aide financière d'urgence. Ayant toujours fait grand cas de la nécessité de favoriser l'immigration internationale par le biais des études postsecondaires, leurs contributions à la relance de la province et à sa richesse future n'en sont pas moins importantes maintenant.

Des universités publiques fortes permettent de prévenir les crises ou d'y faire face de manière plus efficace

La vaste gamme d'expertises de nos professeures, professeurs, bibliothécaires, chercheuses et chercheurs contribue à la compréhension et aux solutions des phénomènes tels que celui que nous vivons présentement. La santé publique, les problèmes psychologiques liés au confinement, la réorganisation du travail, l'éducation des jeunes comme des adultes, la gestion des risques, les conséquences particulières pour les enfants, les parents et les aînés sont autant de domaines où la recherche universitaire nous sera très utile pour rebondir après la crise. Les expertises de nos économistes, sociologues,

historiennes/historiens, philosophes et autres spécialistes des sciences humaines et fondamentales, pour ne nommer que celles- et ceux-là, seront grandement désirées.

Négliger l'éducation et la recherche universitaire serait une grave erreur qui fragiliserait autant le gouvernement que l'ensemble de notre société. Il nous faut donc redoubler nos efforts afin d'augmenter le financement public de l'éducation et de la recherche universitaire au Nouveau-Brunswick.

Une population mieux instruite est plus apte à faire face aux crises

Une société instruite est capable de trouver des solutions sensées et pratiques pour faire face aux crises, quelles qu'elles soient. Or, avec le plus faible pourcentage de population détenant un diplôme universitaire au pays, le Nouveau-Brunswick souffre déjà d'un déficit d'éducation universitaire depuis plusieurs décennies, et l'écart ne fait que s'amplifier.

L'après-pandémie ne doit pas mener à la création d'une « génération perdue » de jeunes gens du Nouveau-Brunswick qui n'auront pas eu une éducation universitaire parce que nous n'aurons pas eu le courage et la vision de faire les efforts nécessaires pour leur instruction, à savoir investir dans notre futur en rendant facile l'accès à cette éducation par l'élimination des frais de scolarité et de la dette estudiantine.

Une éducation de qualité pour nos concitoyennes et nos concitoyens est indispensable à l'essor de notre société et à la relance de son économie. Pour s'acquitter adéquatement de cette responsabilité, les universités doivent pouvoir compter sur un financement stable, adéquat et soutenu dans le temps. Il nous apparaît crucial de réaffirmer toute l'importance de préserver tous les programmes d'étude existants, d'assurer la poursuite des études de l'ensemble des étudiantes et étudiants inscrits dans nos universités publiques, comme de tous ceux et celles qui souhaiteraient les fréquenter dans les années à venir, et ce, dans toutes les disciplines. D'éventuelles réductions budgétaires fragiliseraient nos institutions universitaires, au détriment de la population et d'une reprise solide des activités.

Les circonstances qui prévalent actuellement ne doivent pas devenir les prétextes pour le gouvernement de prendre des décisions unilatérales affectant l'avenir des universités publiques. Réagir à la hâte et de manière drastique en adoptant des solutions expéditives et à courte vue ne fera que préparer le terrain à la mise au rancart des processus démocratiques et de la diversité des connaissances au détriment d'une reprise rapide, forte et stable.

Tout comme avant la pandémie, les professeures, professeurs, bibliothécaires, chercheuses et chercheurs des universités publiques du Nouveau-Brunswick sont prêtes et prêts à relever les défis qui attendent la province. Le Nouveau-Brunswick doit s'assurer de saisir cette opportunité pour le bien de toutes et tous.

Hector Adégbidi

Président de la Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick (FAPPUNB)